



**l'Assurance
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Isère

Marché de maîtrise d'œuvre pour l'élévation du niveau de sécurité incendie de l'IGH situé 2 rue des Alliés

PROGRAMME

DCE

31/03/2025

PRESENTATION DE L'IMMEUBLE

Le périmètre du projet se situe dans l'immeuble siège de la CPAM de l'Isère

Cet immeuble construit en 1968 est classé IGH W2. Il a été construit avant la réglementation IGH et n'est pas conforme à celle-ci. Il a reçu un avis défavorable d'exploitation suite à la visite de la sous-commission départementale de sécurité du 5/01/2023 malgré une première tranche de travaux d'élévation de la sécurité incendie et la présence permanente de 2 agents SSIAP1 et 1 agent SSIAP 2 sur site.

Le rez-de-chaussée est classé Etablissement recevant du public (ERP). Les étages sont soumis au code du travail.

Il accueille environ 700 ETP sur 19 niveaux dont un sous-sol et un entresol.

La CPAM de l'Isère a par ailleurs comme projet de construire un nouveau siège et de quitter et vendre la tour à l'horizon 2030.

OBJECTIFS DE L'OPERATION

La mise en conformité complète au regard de la réglementation incendie n'est pas envisageable à ce jour tant pour des raisons économiques (à moins de 5 ans de l'abandon du bâtiment) que pour l'impossibilité d'interrompre le service (principe de continuité du service public).

La CPAM de l'Isère recherche un prestataire sachant pour l'assister dans une hiérarchisation des risques et proposer des solutions à y apporter en vue d'atteindre un niveau de sécurité acceptable pour les agents via une mitigation des risques par des solutions techniques et humaines.

L'objectif est de nous permettre d'organiser et de réaliser les interventions qui nous permettent d'envisager sereinement l'occupation du bâtiment jusqu'à l'horizon 2030.

PRESENTATION DE L'OPERATION ET DE SON PERIMETRE

L'opération consiste :

- à identifier les actions techniques les plus utiles, prévoir des interventions curatives et préventives sur le bâti et si besoin certains réseaux en site occupé et en présence d'amiante ;
- à améliorer la gestion du risque foudre identifié sur le bâtiment ;
- à assister le maître d'ouvrage dans son dialogue avec le SDIS et les services de sécurité de la ville de Grenoble dans l'objectif commun de protéger les agents en service et les assurés accueillis ;
- à réaliser l'installation de barrières filtrantes sur contrôle d'accès à l'entrée des salariés pour améliorer la sûreté du bâtiment sans réduire la sécurité incendie et l'accessibilité des lieux.

ETAT DES LIEUX

Sécurité incendie

Cf. rapport de la sous-commission départementale du 5/01/2023 (Annexe 1)

Sécurité foudre

Cf. rapport d'analyse du risque foudre établi par le BET RG Consultant en date du 27/10/2023.

Sureté

L'accès des assurés est distinct de l'accès autres visiteurs et salariés.

Ces deux derniers flux passent devant le PC sécurité en entrant par l'arrière du bâtiment sans distinction. L'entrée est fermée par un contrôle d'accès sur badge. En revanche, la porte peut être tenue par un agent à une personne tierce qui n'est alors potentiellement que peu contrôlée. Au vu du nombre d'agents et de la rotation des effectifs, une sécurisation par connaissance mutuelle des personnes à l'entrée ne peut être suffisante pour réduire le risque de personnes non autorisées pénétrant le bâtiment. Une fois ce point passé, les visiteurs ont quasiment accès à l'ensemble des espaces du bâtiment.

DEROULEMENT DE L'OPERATION

1. PRESTATIONS PREVUES DANS LE CADRE DE LA MISSION

La mission de maîtrise d'œuvre, sur une tranche unique, contient principalement :

- un état des lieux complet de la sécurité incendie du bâtiment,
- un repérage sur plan des désordres identifiés par la sous-commission,
- une analyse des différents documents en possession de l'organisme,
- une proposition de hiérarchisation des risques et des solutions à apporter,
- des scénarii d'intervention (propositions techniques, phasages prenant en compte les contraintes du bâtiment, notamment en termes de présence d'amiante, de continuité d'activité et de fonctionnement des locaux),
- un chiffrage des différents scénarii d'intervention,
- la rédaction et la préparation de l'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un IGH ou l'Autorisation de travaux y compris échanges avec le SDIS et les services instructeurs,
- l'assistance à la consultation d'entreprises en vue de réaliser les travaux,
- le suivi des travaux et de leur parfait achèvement.

2. DOCUMENTS FOURNIS PAR LA CPAM DE L'ISERE (MOA)

La MOA fournira à la MOE les documents suivants :

- PV de la sous-commission de sécurité départementale de 2023, de 2017 et de 2012
- Rapport d'analyse du risque foudre, établi par le BET RG Consultant en date du 27/10/2023
- Plans de tous les étages du siège au format .DWG et .PDF (plan des cloisons, pas d'indications sur les réseaux, à noter que certains étages ne sont pas à jour des modifications de cloisonnement),
- Diagnostic Technique Amiante et les Rapports de repérage Amiante et Plomb avant travaux : avant la phase de diagnostic, la MOA fournira à la MOE les RAAT en sa possession, élaboré dans le cadre de précédents travaux. A la fin de la phase de

Diagnostic, afin de préparer les travaux, la MOE listera les zones devant faire l'objet d'un RAAT et d'un Diagnostic Plomb afin que la MOA puisse faire réaliser ces investigations.

- Documents relatifs aux travaux réalisés lors de la première tranche de travaux d'élévation du niveau de sécurité incendie.

3. PLANNING PREVISIONNEL DES LIVRABLES ATTENDUS DANS LE CADRE DE L'OPERATION

Voir projet d'acte d'engagement et CCAP.

Le démarrage de la mission est prévu pour juin 2025, l'enchaînement des études est prévu pour une consultation des entreprises fin 2025, un démarrage des travaux au 1^{er} trimestre 2026 et une livraison des travaux au 3^e trimestre 2026.

4. OBJECTIFS ET CONTRAINTES A INTEGRER TOUT AU LONG DE LA MISSION - ENJEUX SPECIFIQUE DE L'OPERATION

Les interventions nécessitant des travaux de grande ampleur n'étant pas envisageable à l'échelle du bâtiment, la maîtrise d'œuvre devra s'attacher à prioriser les interventions en identifiant les points singuliers à traiter de manière urgente, et les interventions à prévoir à titre curatif ou préventif pour **assurer une continuité de fonctionnement dans le bâtiment d'ici l'horizon 2030**. Il est attendu de la MOE d'être force de proposition pour identifier les solutions techniques adaptées aux différentes problématiques soulevées par le SDIS et permettant de limiter l'investissement.

Les **travaux devront être réalisés en site occupé** en adaptant les interventions aux contraintes de fonctionnement des locaux. Il appartiendra au maître d'œuvre de proposer des scénarii et un phasage travaux intégrant l'ensemble des contraintes du Maître d'ouvrage et des recommandations du coordinateur SPS missionné sur ce dossier.

Durant les travaux, la CPAM de l'Isère devra assurer la **continuité de son activité**. De ce fait, l'accès aux sanitaires et aux postes de travail devra être maintenu et les nuisances sonores devront être réduites.

Le maître d'œuvre devra étudier avec la maîtrise d'ouvrage et les services utilisateurs, un phasage réaliste des interventions, afin de s'assurer du bon déroulement de l'exécution du chantier.

Le chantier devra être clôturé et sécurisé pendant les périodes d'inactivité.

Le **site étant classé IGH W2**, la maîtrise d'œuvre devra prendre en compte les exigences réglementaires relative à ce type de bâtiment et les observations du SDIS.

Tout au long de l'opération, la MOE devra prévoir les échanges nécessaires avec la commission sécurité et le SDIS et la constitution des dossiers/documents nécessaires (demande d'autorisation de travaux, etc.).

La présence d'amiante est connue dans le bâtiment. A la lumière des DTA et de repérage amiante avant travaux, le maître d'œuvre devra tenir compte des modes opératoires spécifiques pour l'intervention des entreprises de travaux.

AUTRES INTERVENANTS TECHNIQUES MISSIONNES DANS LE CADRE DE L'OPERATION

Le périmètre des travaux impose le recours à un contrôleur technique qui formulera au maître d'ouvrage un avis sur la conformité réglementaire des travaux prévus par le MOE, en particulier dans le contexte de la réglementation IGH.

Un coordonnateur SPS sera également missionné afin de prévenir les risques issus de la co-activité et veiller à la mise en œuvre des principes généraux de prévention.

Une bonne communication entre ces intervenants techniques et la MOE est souhaitée, dès le début du projet.

1. Missions confiées au contrôleur technique

- Mission de base L
- Mission de base S avec le sous détail suivant : STI et SEI
- Mission(s) complémentaire(s) : P1 - F - LE - Brd

2. Missions confiées au coordonnateur SPS

- Missions Conception et Réalisation de niveau 2 ou 3.

ENVELOPPE PREVISIONNELLE DES TRAVAUX

La nature exacte des interventions sur les différents réseaux n'étant pas connue, c'est la mission de diagnostic prévue dans les prestations demandées à la maîtrise d'œuvre qui permettra de préciser le coût des travaux à réaliser.

Toutefois en tenant compte des futures échéances sur le projet de nouveau siège, la maîtrise d'œuvre devra s'attacher à prévoir l'ensemble des travaux nécessaires à la continuité d'activité dans une enveloppe estimative limite de **365 000 € HT**.